

*Initiatives ministérielles*

Statistique Canada nous apprend que la dette accumulée que le gouvernement prétend vouloir réduire s'explique presque entièrement par deux causes: les échappatoires du régime fiscal des sociétés et les frais d'intérêt découlant des politiques du gouvernement, de sa politique sur le loyer de l'argent.

Je crois hélas que le gouvernement a cherché cette grève. Il a cherché l'affrontement parce qu'il voulait dresser les contribuables les uns contre les autres. Il voulait que les agriculteurs, que les camionneurs s'opposent à d'autres travailleurs. Il cherchait un bouc émissaire pour détourner l'attention de sa mauvaise gestion de l'économie.

Le président du Conseil du Trésor a rappelé qu'il y avait un million et demi de chômeurs au Canada et laissé entendre que, dans les circonstances, les fonctionnaires ne devraient pas exiger d'augmentation. Ce million et demi de chômeurs s'explique par les politiques du gouvernement, par une récession qu'il a lui-même provoquée.

J'aurais quelque chose à dire au ministre et à son premier ministre. Ces chômeurs savent que ce ne sont pas les fonctionnaires qui les ont privés de leur travail, mais les politiques du gouvernement.

Il est clair que la stratégie du gouvernement, qui consistait à dresser les Canadiens contre les travailleurs du secteur public, se solde par un échec. C'est l'échec parce que la grève a aidé d'autres Canadiens à comprendre que les employés fédéraux étaient dans le même bateau qu'eux. Ils ont des familles. Ils font bien leur travail. Ils fournissent des services essentiels aux Canadiens et ils doivent assumer les mêmes dépenses que la plupart d'entre eux: versements hypothécaires, loyers et vêtements pour la rentrée scolaire, par exemple.

Il s'agit, au fond, d'une question de justice et d'honnêteté. Le gouvernement est-il prêt à reconsidérer vraiment sa position et à reprendre les négociations sans poser de conditions préalables, comme le ministre l'a déclaré aujourd'hui? Est-il prêt aussi à parler d'équité salariale pour les femmes et à discuter du zéro pour cent et des petits salariés de la fonction publique? Est-il prêt à respecter les gens qui font fonctionner les institutions du Canada?

En les privant de leurs droits et en ne respectant pas le processus démocratique, le gouvernement manque à ses engagements envers les fonctionnaires et il trahit les Canadiens.

Pour terminer, j'ai une question à poser au gouvernement. Comment peut-il verser des augmentations substantielles aux cadres supérieurs qui dirigent des sociétés comme la Banque du Canada et prétendre, en même

temps, que les commis qui doivent joindre les deux bouts avec 20 000 dollars par année n'en méritent pas? C'est une simple question de justice. Est-ce le genre de Canada dans lequel nous voulons vivre? C'est une question de justice et d'équité.

• (1120)

Par conséquent, monsieur le Président, mon parti n'appuie pas ce projet de loi parce qu'il croit que les Canadiens ont le droit d'exprimer leur opinion et de négocier avec leur employeur dans la liberté et le respect mutuel.

C'est avec tristesse que je constate que le gouvernement continue d'acculer le Canada au désespoir. Il a la chance de négocier, aujourd'hui. Qu'il saisisse cette chance, qu'il respecte les travailleurs et il aura l'appui du Nouveau Parti démocratique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je me réjouis de participer au présent débat, car je veux offrir, si possible, une perspective qui diffère légèrement des observations formulées jusqu'à maintenant par les députés des partis de l'opposition et dissiper peut-être certains malentendus.

Madame le chef du Nouveau Parti démocratique a parlé trois ou quatre fois d'équité salariale. Elle n'a manifestement pas écouté ce qu'a dit le président du Conseil du Trésor, à savoir que des pourparlers sont en cours au sujet de l'équité salariale, mais qu'ils n'ont absolument rien à voir avec ceci. En fait, j'ai participé l'autre jour à une réunion du Conseil du Trésor où cette affaire a été examinée à fond. La question de l'équité salariale est toujours à l'étude et nous l'examinons par l'intermédiaire de la Commission des droits de la personne plutôt que dans le cadre du débat sur le projet de loi C-29.

Je veux dire quelques mots à propos de l'incidence de la grève sur les Canadiens car, après tout, ce sont eux qui en pâtissent le plus, je crois. Je me rappelle que, juste avant la date d'échéance de la grève, jeudi en fait, l'AFPC a tenu à Hamilton une assemblée où il a été décidé de paralyser le secteur industriel de Hamilton dont la survie dépend du port de Hamilton. Les syndiqués ont décidé d'occuper le pont levant qui se trouve à l'entrée du port de Hamilton. Ils allaient se rendre sur le pont en voiture, puis y abandonner leurs véhicules. Ainsi, le pont ne pourrait pas être levé et les bateaux ne pourraient pas entrer ni sortir du port. Vendredi matin, les policiers ont fait savoir aux propriétaires de ces véhicules qu'on les remorquerait s'ils ne les enlevaient pas et qu'ils auraient à payer les frais de remorquage et de fourrière et